

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Le-gouverneur-de-la-province-de-Buenos-Aires-a-autorise-la-fumigation-des-ecoles-habitations-et-cours-d-eau>

Le gouverneur de la province de Buenos Aires a autorisé la fumigation des écoles, habitations et cours d'eau

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -
Date de mise en ligne : mardi 22 janvier 2019

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouverneur de la Province de Buenos Aires Marie Eugenia Vidal, en complicité avec son Ministre de l'agriculture, l'ex-dirigeant de Monsanto Leonardo Sarquís, a autorisé les fumigations au dessus des écoles, avant les cours, des logements et des cours d'eau.

La décision, signée par l'ex-dirigeant de Monsanto en Argentine et actuel ministre de l'Agrobusiness, [Leonardo Sarquís](#), contredit des décisions de justice, des ordonnances municipales et va à l'encontre de la demande de dizaines de villages qui sont l'objet de fumigations dans la province de Buenos Aires, qui l'ont qualifiée d'inconstitutionnelle et « criminelle ». Les organisations socio-environnementales, les organisations paysannes et d'enseignants ont rejeté la mesure et ont exigé son abrogation.

À 8 heures du matin commencent les classes dans les écoles rurales. Jusqu'à 7h59 les entrepreneurs de l'agriculture pourront fumiger avec du [Glifosate](#) [vidéo en fr], [atrazine](#) [interdit en France], [2,4-D](#), [glufosinate d'ammonium](#) et d'autres produits chimiques controversés de l'agrobusiness. Ainsi en a décidé la résolution 246 du Ministère d'Agro-industrie, qui est entrée en vigueur le 1 janvier et a été signée par Leonardo Sarquís, ex-dirigeant de [Monsanto](#) [Le 14 septembre 2016, Monsanto est officiellement racheté par Bayer pour 66 milliards de dollars. Le 4 juin 2018, Bayer annonce la disparition pure et simple de la marque Monsanto, pour des raisons d'image de marque défavorable.]

La Cour Suprême de Justice du Buenos Aires a rendu un jugement en 2012, déclarant toute fumigation avec des produits agro-toxiques illégale à moins de 1 000 mètres de logements et elle a appliqué le « principe de prévention » : dès lors qu'il y aura un risque d'affectation de l'atmosphère ou de la santé on doit prendre les mesures préventives (en vigueur dans la Loi Générale de l'Atmosphère-25675-).

Dans un cas comme celui de la ville d'Alberti, le jugement du plus haut tribunal provincial a marqué un précédent. Des jugements similaires ont été prononcés par les tribunaux de villes comme Mercedes, de Bahia Blanca, Coronel Suárez et de Dolores, entre autres. En 2018, le dernier jugement a interdit les fumigations terrestres à moins de 1 000 mètres à Chascomús. A Entre Ríos, un jugement inédit a protégé les écoles : 1 000 mètres de distance pour des fumigations terrestres et 3 000 mètres si elles sont aériennes. Des dizaines d'ordonnances fixent des distances d'entre 500 et 1 000 mètres.

Le gouvernement de la province de Buenos Aires a fait la sourde oreille aux décisions de justice et sous la pression d'une proposition des entrepreneurs de l'agrobusiness a émis la résolution 246, qui comprend 11 articles, qui dans un langage technique et en total négation des études scientifiques, permet des distances zéro pour procéder à des fumigations avec produits agro-toxiques. « Ils portent atteinte aux droits des enfants, et des adolescents.

L'actuel modèle de production agro-industriel affecte gravement la population en général, et en particulier les communautés éducatives rurales qui vivent directement exposées aux graves dangers sur leur santé », a dénoncé Daniela Dubois, du [Réseau Fédéral d'Enseignants par la Vie et l'Atmosphère Collective Salutare San Andrés de Giles](#).

Ana Zabaloy, une enseignante rurale de San Antonio de Areco, a souffert dans sa propre chère des fumigations aux cotés de ses élèves et elle s'engage pour lutter pour qu'il n'y ait plus de fumigations. « La Résolution 246 du gouverneur Vidal est honteuse. Nous connaissons à la première personne le coût humain de ce modèle basé sur des transgéniques et des poisons, et je ne peux m'empêcher de lier cette mesure avec la fermeture d'écoles rurales qui est réalisée dans toute la province de Buenos Aires. c'est très triste et terrible, mais ce n'est pas un hasard : c'est

un plan pour laisser le territoire libre à l'agrobusiness », a affirmé Zabaloy.

« Nous nous opposons à cette norme qui cherche à promouvoir le modèle d'agrobusiness basé sur l'usage sans distinction de produits agro-toxiques, mettant en danger non seulement la santé de toute la population, mais ayant un impact sur l'environnement et la souveraineté alimentaire », ont dénoncé [l'Union de Travailleurs de la Terre \(UTT\)](#), le [Réseau National d'Action Écologique \(Renace\)](#) et le [Réseau National des Municipalités et des Communautés qui promouvoir l'Agroecología](#) (Renama), notamment.

La décision du gouvernement de Vidal va en ligne directe avec le gouvernement national et elle se base sur une création entrepreneuriale propre : les « *bonnes pratiques agricoles* » (BPA). Il s'agit de là d'une série d'actions supposées qui permettraient que les produits agrochimiques n'affectent pas la santé. « Des preuves sur le terrain » sont faites avec de l'eau (au lieu d'agro-tóxicos) et sous des conditions idéales de vent et d'humidité (qu'on trouve très rarement dans les champs). Selon ces essais on peut faire des fumigations jusqu'à la porte des logements et des écoles.

Les BPA sont promues par les entreprises qui vendent les produits agrottoxiques et transgéniques : **Bayer-Monsanto, Syngenta-ChemChina, Corteva** (Dow-DuPont) et **BASF**. ils ont même façonné en Argentine le « [Réseau BPA](#) », composé de l'Association de Siembre Directa ([Aapresid](#)), l'INTA, [Casafe](#) (des entreprises d'agrottoxiques), [ASA](#) (compagnies de transgéniques) et la très oligarchique [Société rurale argentine](#), entre autres.

Gabriel Arisnabarreta fait partie de l'organisation [Écos de Saladillo](#) et est membre de la **Campagne Arrêtez les Fumigations**. « Cette résolution viole les droits existants, elle est criminelle et autoritaire parce qu'elle cherche à pulvériser au-dessus des quartiers, des réserves d'eau de consommation et des écoles. Nous allons manifester légalement dans toute la province pour éviter que cette résolution criminelle puisse s'appliquer », a-t-il remarqué.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

« [L'information scientifique est omise](#) »

En juillet 2018, dans un fait inédit, les ministres de l'époque Lino Barañao (Science), Adolfo Rubinstein (Santé), Sergio Bergman (Environnement) et Luis Miguel Etchevehere (Agroindustrie) ont présenté « des directives pour des applications phytosanitaires sur la base des BPA », antichambre de la *Résolution 246* du gouvernement de Marie Eugenia Vidal.

Ils ont satisfait toutes les demandes des entreprises : ils n'ont pas fixé de distances minimales pour protéger la population, n'ont pas pris en compte les effets chroniques (sur de longues périodes) des produits agrochimiques chez les personnes, n'ont pas abordé l'impact toxique du mélange de produits chimiques et occulté des centaines d'études scientifiques d'Universités publiques qui rendent compte des conséquences des produits agrochimiques.

L'Association de Médecine Générale du Buenos Aires ([Amgba](#)) est une organisation académique et scientifique qui rassemble des médecins spécialistes et des équipes de santé. Devant la résolution interministérielle du gouvernement national ils ont émis un communiqué très ferme : « Ils ont préféré les intérêts du secteur productif à la santé des communautés, de l'environnement et toutes autre formes de vie. En tant que société scientifique nous sommes préoccupés que soit omise l'importante information scientifique valable qui démontre les effets négatifs pour la santé de l'exposition à des produits agrochimiques ».

[Página12](#). Buenos Aires, le 21 janvier 2019

- [Campagne arrêtez les fumigations Costa Rica](#) (vidéo/esp)
- [Argentine : l'étude de cas de l'impact du soja RR](#) (esp)
- [L'ambassade des États-Unis promeut le Glifosate](#) (esp)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 21 janvier 2019

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.